

# Perspectives

N°26/041 – 13 février 2026

## FRANCE – Une hausse du taux de chômage en fin d'année 2025 à relativiser

- Le taux de chômage a augmenté au quatrième trimestre 2025, à 7,9% pour la France (hors Mayotte), en hausse de 0,2 point sur le trimestre et de 0,6 point sur un an.
- Le taux de chômage a ainsi atteint son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2021. La période post-Covid a toutefois été caractérisée par un taux de chômage relativement faible par rapport aux niveaux atteints lors de la décennie 2010.
- La hausse du taux de chômage au quatrième trimestre 2025 s'explique par la hausse de celui des 15-24 ans. Elle est certes associée pour cette catégorie d'âge à une légère baisse du taux d'emploi, mais surtout à une hausse du taux d'activité : ce sont principalement des inactifs (potentiellement des étudiants désireux de travailler) qui sont entrés dans la population active (en tant que chômeurs).
- Le taux d'activité des 15-64 ans a continué d'augmenter, atteignant un nouveau record en fin d'année 2025.
- Nous avions bien anticipé une hausse du taux de chômage au quatrième trimestre 2025. Celle-ci a toutefois été un peu plus importante que prévu (de +0,1 point), mais la mesure du taux de chômage n'est elle-même pas aussi précise.
- En moyenne, le taux de chômage a ainsi atteint 7,7% l'année dernière, après 7,4% en 2024. Notre prévision était légèrement inférieure, mais très proche.

L'Insee a publié ce mardi 10 février les résultats de l'enquête Emploi du quatrième trimestre 2025, avec notamment le taux de chômage au sens du Bureau international du travail<sup>1</sup> (BIT) et d'autres indicateurs sur le marché du travail.

### Une hausse du taux de chômage qui reste limitée

Le taux de chômage en France (hors Mayotte) a augmenté à 7,9% de la population active au quatrième trimestre 2025, soit une hausse de 0,2 point sur le trimestre, et de 0,6 point sur un an. Le nombre de chômeurs au sens du BIT s'est ainsi accru de 56 000 sur le trimestre, à 2,5 millions de personnes.

### Une hausse du taux de chômage qui était attendue

Nous avions bien anticipé une nouvelle légère hausse du taux de chômage au quatrième trimestre 2025 dans nos dernières prévisions<sup>2</sup> (arrêtées mi-décembre). Notre prévision de taux de chômage était toutefois un peu inférieure (7,8%) à l'estimation de l'Insee. Comme nous, la Banque de France avait prévu une légère hausse en fin d'année dans ses projections macroéconomiques de décembre, alors que l'Insee prévoyait une stabilité dans sa note de conjoncture de décembre, avant une hausse prévue plutôt en début d'année 2026. Nous ne sommes donc pas surpris par la hausse du taux de chômage, même si nous en avions un peu sous-estimé l'ampleur (+0,1 point au lieu de +0,2 point).

Sur l'année 2025, le taux de chômage s'est donc élevé en moyenne à 7,7%, après 7,4% en 2024. Notre prévision annuelle, comme celle de la Banque de France, était de 7,6%. L'écart entre la prévision

<sup>1</sup> Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché

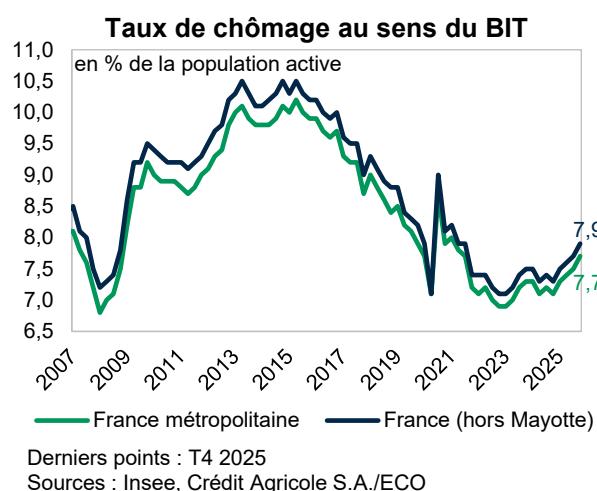
activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

<sup>2</sup> Voir notre publication de janvier : « L'Europe fait de la résistance ».

et la réalisation est toutefois très faible (< 0,05 point), et notre scénario pour la France n'en est donc pas bouleversé.

### Une mesure pas si précise du taux de chômage

En réalité, l'institut statistique lui-même précise que le niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre sur l'autre n'est précise qu'à +/- 0,3 point près. Le taux de chômage est dérivé des résultats de l'enquête emploi en continu (EEC), dont certains biais ont déjà été soulignés quant au suivi de l'emploi<sup>3</sup>. Par rapport à d'autres sources de référence sur l'emploi, l'EEC présente en effet certaines limites : des types d'emploi davantage sous-déclarés que les autres (alternants, miro-entrepreneurs, seniors), la non-couverture des personnes vivant en communauté, la sous-couverture des logements construits récemment, ou encore la sous-représentation des personnes nées à l'étranger. Les données administratives sont plus exhaustives, mais c'est bien l'EEC qui fait référence pour la mesure du taux de chômage au sens du BIT et sa comparabilité entre pays.



### Un niveau qui reste modéré en perspective historique

Le taux de chômage a atteint au quatrième trimestre 2025 son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2021. Il faut toutefois rappeler que le taux de chômage est relativement faible depuis la crise sanitaire, en comparaison à l'historique récent. À 7,9%, le taux de chômage des 15-64 ans en France (hors Mayotte) reste nettement inférieur à son niveau de la décennie 2010 (9,6% en moyenne entre 2010 et 2019, avec un pic à 10,5% au deuxième trimestre 2015). Il reste relativement plus

proche de son point bas du tournant des années 2022 et 2023 (7,1%).

### Une hausse sur un an accentuée par la mise en œuvre de la loi pour le plein-emploi

L'Insee précise que la mise en œuvre de la loi pour le plein-emploi<sup>4</sup> a contribué à hauteur d'un sixième à la hausse du taux de chômage sur un an (+0,11 point pour une hausse totale de +0,62 point). Cet effet reflète bel et bien l'effet de la législation sur la mesure du taux de chômage, non pas une dégradation sur le marché du travail.

### Une hausse qui reflète surtout celle du taux d'activité

La hausse du taux de chômage des 15-64 ans au quatrième trimestre 2025 s'explique par la hausse de celui des 15-24 ans (+2,4 points, à 21,5%), alors que le taux de chômage des 25-49 ans a diminué (-0,2 point, à 6,9%) et celui des 50 ans ou plus est resté stable (à 5,1%).

### Une hausse du taux de chômage des jeunes à relativiser

La hausse du taux de chômage des 15-24 ans est certes spectaculaire, avec une hausse de 2,8 points sur un an en fin d'année 2025. Le taux de chômage des jeunes reste toutefois légèrement inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire (-0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2019). Surtout, pour cette classe d'âge, la hausse au quatrième trimestre 2025 s'accompagne d'une légère baisse du taux d'emploi<sup>5</sup> (-0,3 point sur le trimestre, à 34,3%), mais aussi d'une hausse notable du taux d'activité<sup>6</sup> (+0,8 point, à 43,6%). Cela implique que la hausse du nombre de chômeurs chez les jeunes ce trimestre provient surtout d'inactifs qui sont entrés dans la population active (en l'occurrence en tant que chômeurs), plus que de personnes préalablement en emploi et désormais au chômage.

Dans la presse, l'Insee évoque une augmentation du nombre de jeunes en formation initiale souhaitant trouver un emploi en parallèle. Cela pourrait expliquer le passage de nombreux jeunes du statut d'inactif (en tant qu'étudiant restant à l'écart du marché du travail) au statut d'actif (en tant qu'étudiant en recherche active d'un emploi, donc chômeur). La baisse des contrats en alternance peut l'expliquer en partie, avec potentiellement un

<sup>3</sup> Voir notamment l'article du blog de l'Insee de février 2025 : « [Pourquoi les sources de référence sur l'emploi ont-elles divergé entre 2019 et 2023 ?](#) ».

<sup>4</sup> Cette loi prévoit une inscription systématique auprès de France Travail, à compter de début 2025, des allocataires du RSA (et de leur conjoint), des jeunes accompagnés par les Missions locales et des personnes en situation de handicap accompagnées par Cap emploi.

<sup>5</sup> Le taux d'emploi mesure la part des personnes en emploi au sein de la population totale (ou d'une catégorie de la population, comme une classe d'âge).

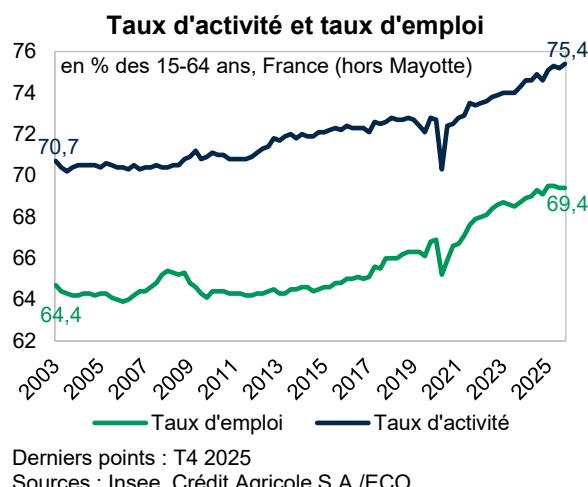
<sup>6</sup> Le taux d'activité mesure la proportion de personnes en emploi ou au chômage (i.e. « actifs » sur le marché du travail) dans une population donnée.

report vers des formations initiales et un cumul études-emploi pour certains jeunes.

### Un taux d'activité à un niveau record, un taux d'emploi proche de son pic historique

Le taux d'activité a ainsi continué d'augmenter au quatrième trimestre 2025 : outre les plus jeunes, il a aussi augmenté pour les plus âgés (55-64 ans), à 65,7% (+0,5 point). Malgré une très légère baisse pour les autres classes d'âge, le taux d'activité global des 15-64 ans a ainsi atteint son nouveau point le plus haut depuis que l'Insee le mesure (1975), à 75,4% (+0,2 point sur le trimestre, et +0,8 point sur un an).

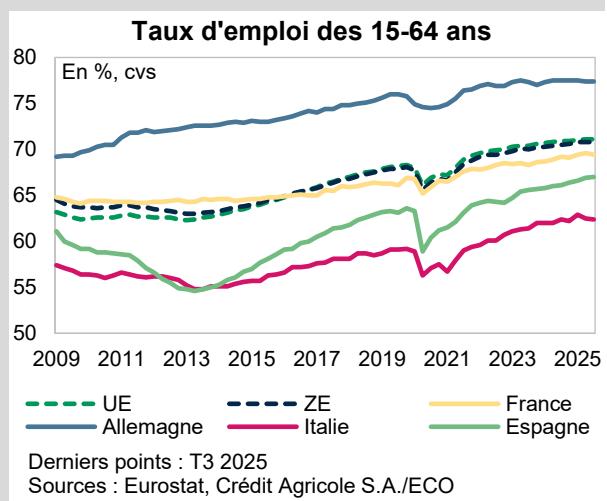
Le taux d'emploi des 15-64 ans est, quant à lui, resté stable sur le trimestre, à un niveau élevé au quatrième trimestre 2025 (69,4%), très proche de son pic historique, atteint au premier et deuxième trimestres 2025 (69,5%). Il reste ainsi supérieur de 0,3 point à son niveau d'un an auparavant. La légère baisse du taux d'emploi des plus jeunes (qui reste orienté en hausse sur un an) est en effet compensée par une hausse de celui des seniors au quatrième trimestre 2025, à un niveau record (+0,1 point, à 69,4% pour les 50-64 ans, et +0,4 point, à 62,1% pour les 55-64 ans).



### Comparaison européenne : la France a encore de la marge sur la progression du taux d'emploi

Malgré la progression du taux d'emploi sur la période récente, la France dispose encore d'un retard par rapport à certains pays comparables. Même si, à 69,4% au troisième trimestre 2025 pour les 15-64 ans, le taux d'emploi en France est plus élevé que dans les pays du Sud de l'Europe, comme en Espagne (67,0%) et surtout en Italie (62,4%), il reste plus faible que la moyenne de l'Union européenne (71,0%) et que celle de la zone euro (70,8%), et significativement inférieur à celui de l'Allemagne (77,4%). Le retard français porte sur les plus jeunes (15-24 ans) et les plus âgés (55-64 ans).

Pourquoi la progression du taux d'emploi est-elle si importante ? Au-delà de la productivité apparente du travail, mesurée par heure travaillée ou par emploi pour les personnes en emploi, il s'agit d'améliorer l'utilisation des ressources en main-d'œuvre dont dispose l'économie française, ressources qui comprennent aussi les chômeurs et les inactifs. Les défis démographiques à venir ne permettront en effet plus de miser sur une hausse de la population en âge de travailler pour gagner en potentiel productif : il faudra combiner amélioration de la productivité et hausse du taux d'emploi<sup>7</sup>.



### Des indicateurs complémentaires relativement rassurants

Outre la relativisation de la hausse du taux de chômage en fin d'année 2025, en raison de son ampleur limitée, pour des raisons statistiques ou du fait de la hausse concomitante du taux d'activité, les autres indicateurs sur le marché du travail sont plutôt rassurants.

En effet, le halo autour du chômage<sup>8</sup> a à peine augmenté au quatrième trimestre 2025 (+13 000 personnes, à 1,9 million), et sa part dans la population des 15 à 64 ans est ainsi restée stable sur le trimestre, à 4,4% (-0,2 point sur un an). Par

<sup>7</sup> Voir notamment le Bloc-notes Eco de la Banque de France de novembre 2023 : « [Une mesure de l'efficacité dans l'utilisation des ressources en main d'œuvre : au-delà de la productivité](#) ».

<sup>8</sup> Le halo autour du chômage est constitué des personnes souhaitant un emploi sans être considérées comme au chômage, parce qu'elles ne satisfont toutes les conditions pour être un chômeur au sens du BIT cf. la note de page numéro 1.

ailleurs, le nombre de chômeurs de longue durée<sup>9</sup> a légèrement diminué sur le trimestre (-2 000, à 580 000) et le taux de chômage de longue durée est donc resté stable, à 1,8% de la population active (+0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2024). En outre, la part des personnes en situation de sous-emploi<sup>10</sup> parmi celles en emploi est également restée stable sur le trimestre, à 4,4% (+0,1 point sur un an).

Sous un angle un peu moins optimiste, la part du temps partiel dans l'emploi a continué d'augmenter légèrement en fin d'année 2025, à 17,9% (+0,2 point sur le trimestre, et +0,4 point sur un an), même s'il convient de se pencher plus finement sur les causes sous-jacentes (le temps partiel pouvant être une volonté des deux parties), avant de pouvoir en tirer une conclusion. Le taux d'emploi en contrat à durée limitée (CDD et intérim) a, en outre, légèrement augmenté au quatrième trimestre 2025,

à 6,6% (+0,2 point sur le trimestre, et +0,1 point sur un an), alors que le taux d'emploi en CDI est resté quasi stable, à 51,2% (-0,1 point sur le trimestre, et +0,2 point sur un an). Le taux d'emploi en alternance s'est, quant à lui, montré en léger retrait à la fois sur le trimestre et sur un an (-0,2 point), à 2,3%, ce qui s'inscrit dans un contexte de baisse des aides publiques<sup>11</sup>, après une période de forte hausse post-crise sanitaire.

En somme, le point le plus préoccupant, qui méritera un suivi rapproché dans les prochains trimestres, est la hausse de la part des jeunes (15 à 29 ans) ni en emploi, ni en formation, ni en études (NEET) au quatrième trimestre 2025, à 12,9% (+0,4 point sur le trimestre et 0,2 point sur un an). Cette part a ainsi atteint un niveau supérieur de 0,7 point à son niveau du quatrième trimestre 2019. □

**☒ Notre opinion –** *Le marché du travail semble fonctionner à plusieurs vitesses, alors que le taux d'emploi des seniors bat des records – même si une pause dans sa progression devrait s'observer à partir de fin 2026 en lien avec la suspension de la réforme des retraites –, et que la part des NEET, population très éloignée de l'emploi, augmente chez les jeunes. Malgré cette dynamique récente, le taux d'emploi des seniors demeure faible en comparaison internationale et la récente décision du PLFSS 2026 de limiter la contribution des retraités au redressement des comptes publics pourrait alimenter une forme de ressentiment intergénérationnel.*

<sup>9</sup> Les chômeurs de longue durée sont ceux qui déclarent rechercher un emploi depuis au moins un an.

<sup>10</sup> Le sous-emploi caractérise les personnes ayant un emploi à temps partiel qui souhaitent travailler davantage et qui sont disponibles pour le faire (qu'elles recherchent ou non un emploi).

<sup>11</sup> La prime à l'embauche d'un alternant a diminué depuis fin février 2025 (à 5 000 euros maximum pour les entreprises de moins de 250 salariés, et à 2 000 euros maximum pour celles de 250 salariés et plus, contre 6 000 euros maximum pour toutes les entreprises auparavant). L'essentiel des embauches d'alternants a lieu en septembre.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



### Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,  
contrepoids à l'adversité

Date	Titre	Thème
12/02/2026	<a href="#">Les banques centrales ne doivent être ni sous contrôle, ni hors de contrôle</a>	Monde
12/02/2026	<a href="#">Revolut, la néobanque dans la rue !</a>	Fintech
11/02/2026	<a href="#">Après 2001 pour la Chine, une nouvelle odyssée commerciale s'ouvre-t-elle pour l'Inde ?</a>	Inde
10/02/2026	<a href="#">Brésil – Rôle ambigu du commerce extérieur : rôle décisif des investissements directs étrangers</a>	Amérique latine
09/02/2026	<a href="#">Podcast – Les faits marquants de la semaine – 9 février 2026</a>	Monde
06/02/2026	<a href="#">Monde – L'actualité de la semaine</a>	Monde
05/02/2026	<a href="#">Italie – PIB : la surprise de fin d'année</a>	Italie
03/02/2026	<a href="#">Union européenne – Taxe sur les petits colis, une protection nécessaire contre les exportations chinoises</a>	Union européenne
02/02/2026	<a href="#">États-Unis – Que signifierait la nomination de Kevin Warsh à la tête de la Fed ?</a>	États-Unis
02/02/2026	<a href="#">France – Secteur bancaire : que retenir du dernier rapport sur la stabilité financière de la Banque de France ?</a>	France, banque
02/02/2026	<a href="#">Podcast – Les faits marquants de la semaine – 2 février 2026</a>	Monde
30/01/2026	<a href="#">Monde – L'actualité de la semaine</a>	Monde
30/01/2026	<a href="#">France – Conjoncture – Flash PIB : ralentissement de l'activité au T4 2025 et légère baisse de la croissance annuelle en 2025</a>	France
29/01/2026	<a href="#">Espagne – Une croissance pas si accidentelle</a>	Zone euro
27/01/2026	<a href="#">France – Immobilier résidentiel : une reprise en ordre dispersé</a>	France, immobilier
27/01/2026	<a href="#">Ce que les billets racontent de nous</a>	Finance

### Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la publication :** Isabelle JOB-BAZILLE

**Rédacteurs en chef :** Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

**Zone euro :** Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

**États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves :** Slavena NAZAROVA

**Europe centrale et orientale, Asie centrale, géo-économie :**

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

**Asie :** Sophie WIEVIORKA

**Amérique latine :** Catherine LEBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

**Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne :** Laure DE NERVO, Morgane Abbas

**Documentation :** Elisabeth SERREAU

**Statistiques :** Datalab ECO

**Réalisation et Secrétariat de rédaction :** Sophie GAUBERT

**Contact :** [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.